

Déclaration liminaire

I. Nous commencerons notre intervention par trois points positifs :

A. La première bonne nouvelle est la suspension de la réforme des retraites de 2023.

La CFDT et la CFTC Finances se félicitent de **la suspension de la réforme des retraites de 2023** qui va concerner près de 700 000 personnes dès cette année. C'est un premier succès qui devra être confirmé et qui appelle à véritablement débattre des retraites à prendre en compte les choix de chacun, la pénibilité, l'égalité femmes-hommes et les carrières hachées.

Un débat confisqué à l'Assemblée nationale. Des mesures profondément injustes. Une opinion publique très largement opposée. Le courage en politique, c'est de ne pas s'obstiner au risque d'abîmer la démocratie. Le courage en politique c'est de ne pas avoir raison contre tout le monde. C'est de savoir nouer des compromis et avancer.

B. La deuxième bonne nouvelle est pour les femmes fonctionnaires

Elles bénéficieront désormais, comme dans le privé d'un trimestre de majoration et d'un trimestre de bonification qui aura une incidence sur la durée et le montant de la pension (en moyenne 2%).

Les fonctionnaires enceintes pourront désormais bénéficier d'une semaine supplémentaire de congé pathologique prénatal (le portant à trois semaines), fractionnables et indemnisé à 100 %.

Pour autant, la CFDT et la CFTC Finances continuent à revendiquer une indemnisation des congés maladie ordinaire sans jour de carence à hauteur de 100 % pour toutes et tous.

C. La troisième bonne nouvelle, c'est la mise en place de la PSC

Nous avons signé un accord de très haut niveau et nous pouvons être collectivement fiers des niveaux de couverture proposés. Notre rôle est de protéger les agents et ils le sont.

C'est un chantier important avec ses immanquables difficultés. Nous ne doutons pas que les équipes du SG soient mobilisées pour faire de la PSC un succès et de veiller à ce que les opérateurs tiennent leurs engagements notamment en matière d'information et d'affiliation. Soyez assurée, madame la Ministre, que notre rôle à la CPPS sera de veiller au respect des engagements de l'accord signé.

Venons-en aux points négatifs :

II. PLF

Il est assez inhabituel d'échanger sur des chiffres non stabilisés et qui peuvent changer à tout moment. Le contexte politique l'est également.

Un constat : tant que les chiffres du PLF ne sont pas stabilisés, quel est l'intérêt d'échanger sérieusement sur ces données ? La CFDT et la CFTC Finances n'en voient guère...

A. La CFDT et la CFTC Finances demandent l'arrêt des suppressions d'emplois et le renforcement des effectifs et des moyens de contrôles.

598 suppressions d'emplois pour le ministère et 558 pour la DGFIP. Nous ne comptons plus les ministres des comptes publics qui reconnaissent que la DGFIP est « à l'os » et/ou qui promettent de stabiliser les emplois après les lourdes réformes structurelles qu'elle a connues depuis 2019.

Les débats sur le PLF ont montré des attaques contre les fonctionnaires comme le retour des 3 jours de carence ou encore le dépôt d'un amendement de l'ancien ministre de la Fonction publique fan d'Elon Musk qui proposait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ou encore le gel du GVT. Quelle imagination ! Nous y avons vu aussi, de la part de ce même ancien ministre et de l'ancienne ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation des attaques contre le financement du dialogue social. Porter atteinte aux moyens du dialogue social, vouloir affaiblir les syndicats, c'est porter atteinte à la démocratie sociale et à la démocratie tout court.

Nous avons une petite idée de nos ennemis. Nous ne savions pas que nous en avons autant. C'est le bal des impostures.

B. Une occasion manquée d'un débat démocratique avec la société civile

Le gouvernement a privilégié une approche technocratique dans l'élaboration du budget, une nouvelle occasion manquée de renouer les liens et refonder la relation entre politiques et société civile. Pourtant les demandes répétées d'une Conférence des finances publiques réunissant État, partenaires sociaux et collectivités pour traiter la dette et les dépenses aurait pu être un moment démocratique important.

Mais peut être que le gouvernement pense que la discussion budgétaire est un sujet trop sérieux pour être abordé avec des organisation syndicales. A la place c'est le bal des postures.

Pourtant, le social n'est pas qu'un coût. Érigée en grande cause nationale depuis 2017, la politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et tout particulièrement l'objectif de s'attaquer à réduire, supprimer les violences faites aux femmes peut s'accompagner d'un bénéfice budgétaire. Un récent rapport du Sénat souligne le décalage entre les crédits du programme 137 ¹ et le coût réel estimé des violences faites aux femmes estimées à plusieurs milliards d'euros par an.

C. Une occasion manquée de débattre des besoins et des priorités avec la société civile

Et pourtant, nous aurions pu échanger sur la vision globale des besoins :

- la transition écologique ²juste,

¹ 95 647 590 en AE et CP au PLF 2026. Estimation entre 2,5 et 70 milliards de coût annuel.

²https://assets.nationbuilder.com/dataack/pages/8393/attachments/original/1717669992/DP_PLF_Reforme_fiscale_v2_PRINT.pdf?1717669992

L'objectif, hérité de l'Accord de Paris et des objectifs européens, est de placer la France sur la trajectoire de la neutralité carbone à 2050 qui implique notamment de réduire de 35 % les émissions de GES en 10 ans. Le Haut Conseil pour le Climat rappelle ainsi qu'il nous faut chaque année doubler le rythme de réduction des émissions de GES pour être sur la bonne trajectoire. La planification écologique va demander des efforts conséquents en matière de transformation des secteurs économiques et des territoires, des modes de production et de consommation.

Le rapport Pisani-Ferry / Mahfouz (France Stratégie) a dressé un état des lieux poussé des besoins de financement pour faire la transition écologique. Ainsi pour transformer les transports, l'énergie, l'industrie, l'agriculture, le logement, le tertiaire, les besoins d'investissement supplémentaires s'élèvent à 66 milliards d'euros par an d'ici à 2030, soit l'équivalent de 2,3 points de PIB français. Sur cette somme, 25 à 34 milliards d'euros renvoient à des financements publics.

- La protection sociale ³-15% de personnes pauvres-
- Les services publics :
 - l'école qui n'arrive pas à tenir sa promesse de réduction des inégalités, une jeunesse⁴, notre avenir qui n'arrive pas à se projeter
 - la santé, la perte d'autonomie⁵

En réponse, la CFDT, la CFTC et les autres organisations syndicales ont appelé à se mobiliser le 18 septembre et le 2 octobre dernier, avant le temps politique qui a débuté avec le dépôt du PLF à l'Assemblée nationale pour peser contre ce projet de budget inique et cynique.

D. Une copie de départ sans ambition pour les services publics

La CFDT et la CFTC Finances n'ont pas trouvé dans le PLF 2026 initial un projet pour plus de justice sociale, d'équité fiscale et une ambition pour les services publics.

Il faut renforcer davantage les services publics qui structurent notre société. Le sentiment de dégradation ou d'éloignement (géographique, technologique) est fort et pèse lourdement sur la vie des citoyens et alimente une frustration qui s'exprime dans un vote contestataire. Aujourd'hui, notre contrat social est fragilisé. Nombreux sont les citoyens qui estiment que la promesse républicaine concernant les services publics n'est pas respectée.

Le scandale Shein souligne l'urgence de renforcer les effectifs et les moyens des administrations pour assurer un contrôle efficace, ainsi que d'harmoniser les normes sociales et environnementales à l'importation dans l'UE afin de

³ Plus de 14 % de nos concitoyens sont en situation de pauvreté. L'inflation se maintient à un niveau élevé et des millions de personnes doivent, au quotidien, choisir entre manger, se déplacer, se soigner, se chauffer. Chaque euro compte. La protection sociale reste le socle de la solidarité nationale mais elle est fragilisée par les crises successives et affaiblie depuis quelques années.

⁴ La jeunesse subit de plein fouet les crises. Selon l'enquête COP21 de septembre 2023, 39 % des étudiants ont renoncé à se chauffer, 36 % sautent régulièrement un repas. Donner à la jeunesse le pouvoir de vivre mais aussi de (se) construire et de se projeter dans l'avenir, doit être une boussole pour chacun d'entre nous. Cette situation est insupportable, il est urgent de trouver des réponses structurelles.

Selon le Conseil d'analyse économique, il faudrait 0,87 milliard d'euros annuels supplémentaires pour augmenter les bourses de 1000 euros par an pour 66 % des familles concernées.

⁵ La perte d'autonomie est un enjeu majeur de santé publique. Le nombre de personnes vieillissantes s'accroît de façon régulière : les « + de 75 ans » représentent 15 % de la population en 2040 contre 9 % en 2015. La France comptera 2,2 millions de personnes dépendantes en 2050 contre 1,3 millions en 2018. De manière corrélée à ce constat, la question des aidants est trop peu prise en compte et reste la partie immergée de l'iceberg. 9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie (DREES, 2021).

protéger consommateurs, citoyens et les finances publiques et tout particulièrement la TVA.

La CFDT et la CFTC Finances revendiquent :

Un budget de justice sociale et d'équité fiscale et le maintien des moyens pour **l'accompagnement des publics fragiles** et pour **l'insertion professionnelle et la cohésion sociale**.

L'abandon des mesures iniques prévues dans le projet de budget 2026, dont le doublement des franchises médicales et la suppression de 3 000 postes de fonctionnaires.

Nous profitons d'avoir en séance la ministre de la Fonction publique pour lui demander ses projets en matière de perspectives salariales avec un point d'indice congelé, des grilles écrasées rattrapées par le SMIC et des carrières au point mort.

FIN

Points positifs

1. Suspension de la réforme des retraites de 2023

- La CFDT et la CFTC Finances saluent cette suspension, qui concerne près de 700 000 personnes dès cette année.
- Ce succès doit être confirmé et ouvrir un véritable débat sur les retraites, intégrant la pénibilité, l'égalité femmes-hommes et les carrières hachées.
- Critique d'un débat confisqué à l'Assemblée nationale et appel à plus de compromis en politique.

2. Avancées pour les femmes fonctionnaires

- Attribution d'un trimestre de majoration et d'un trimestre de bonification, impactant la durée et le montant de la pension (+2 % en moyenne).
- Allongement du congé pathologique prénatal à trois semaines, fractionnable et indemnisé à 100 %.
- Revendication d'une indemnisation à 100 % des congés maladie ordinaires pour toutes et tous.

3. PSC (Protection Sociale Complémentaire)

- Signature d'un accord de haut niveau, garantissant une bonne couverture des agents.
- Engagement du SG et de la CPPS pour la réussite et le respect des engagements de l'accord.

Points négatifs

1. PLF (Projet de Loi de Finances)

- Difficulté à débattre de chiffres non stabilisés dans un contexte politique incertain.
- Les suppressions d'emplois persistent malgré les promesses de stabilisation après les réformes depuis 2019.

2. Méthode budgétaire et dialogue social

- Critique d'une approche technocratique et d'un manque de dialogue avec les partenaires sociaux.
- Absence de débat démocratique sur les finances publiques malgré les demandes répétées.
- Nécessité d'aborder les besoins globaux : transition écologique, protection sociale, services publics (école, jeunesse, santé, perte d'autonomie).

3. Mobilisation syndicale

- Appel à la mobilisation contre le projet de budget jugé inique et cynique.
- Absence dans le PLF 2026 d'un projet pour plus de justice sociale, d'équité fiscale et d'ambition pour les services publics.

4. Dégradation des services publics

- Sentiment de dégradation et d'éloignement des services publics, fragilisation du contrat social.
- Attaques contre les fonctionnaires et le dialogue social via des amendements et des mesures budgétaires.

5. Revendications syndicales

- Budget de justice sociale et d'équité fiscale, maintien des moyens pour les publics fragiles, insertion professionnelle et cohésion sociale.
- Abandon des mesures jugées iniques du projet de budget 2026 (doublement des franchises médicales, suppression de 3 000 postes).
- Interpellation de la ministre sur les perspectives salariales (point d'indice gelé, grilles tassées, stagnation des débuts de carrière).

Fiche des tableaux du PLF 2026 :

Dépenses hors Titre 2

- **LFI 2025** : AE 18,08 Mds €, CP 15,61 Mds €
- **PLF 2026 (avec transferts)** : AE 15,32 Mds €, CP 15,14 Mds €

Une **baisse notable des AE** (-15,3%) suggère une **réduction des investissements ou des dépenses de fonctionnement hors personnel**, ce qui pourrait impacter la qualité des services publics ou les capacités d'innovation.

Analyse par mission

A. Économie

- Forte baisse des AE (-27%) et CP (-5%)
Cela peut refléter une **réduction des politiques de soutien aux entreprises**, ou une recentralisation des priorités économiques.

B. Recherche et Enseignement Supérieur

- Hausse significative des crédits (+10,7%)
Signal positif pour l'investissement dans l'innovation et la recherche, en cohérence avec les objectifs de compétitivité.

C. Aide publique au développement

- Baisse drastique des AE (-45%) et CP (-15%)
Ce programme contribue à la politique d'aide publique au développement (avec le programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » du MEAE).
- Cette **réduction interroge sur les engagements internationaux de la France**, notamment en matière de solidarité internationale : réduire la

pauvreté et de participer à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD)

D. Engagements financiers de l'État

- Baisse des AE (-15,9%) et CP (-13,2%)
Peut traduire une **réduction des garanties ou des dispositifs de soutien financier**, mais nécessite une analyse fine des programmes concernés.

E. Gestion des finances publiques

- Légère hausse des crédits (+2,1% AE, +1,7% CP)
DGFIP : +1,3% L'**effort de modernisation ou de renforcement des moyens de la DGFIP** reste très modeste au regard des enjeux de transformation numérique et de charge de travail. Quasiment à hauteur de 2025 à euro constant.

F. Régimes sociaux et retraites

- Légère baisse des crédits (-0,7%)

G. Transformation et fonction publiques

- Très forte baisse de 64% des AE et de 32% des CP.
- Demander explication (programmes pluri annuels ?)

I. Conclusion

Le PLF 2026 présente une **maîtrise globale des dépenses**, avec des **ajustements ciblés** :

- **Investissements réduits** dans certains secteurs (économie, aide au développement)
- **Efforts maintenus ou renforcés** dans la recherche et la gestion des finances publiques
- **Stabilité des dépenses de personnel**, mais avec un glissement vers les comptes d'affectation spéciale

Ces choix budgétaires traduisent une volonté de **rationalisation**, mais posent la question de la **cohérence avec les priorités affichées** (transition écologique, attractivité de la fonction publique, solidarité internationale).

Fiche Emplois

		LFI 2025 suppressions / créations d'emplois en ETP	PLF 2026 suppressions / créations d'emplois en ETP
Ministères économiques et financiers		-582	-598
Mission ECONOMIE		-60	-33
134	Développement des entreprises et régulations	-38	-12
	DGCCRF	-12	5
	DGE	-17	-10
220	Statistiques et études économiques (INSEE)	-5	-11
305	Stratégies économiques	-17	-10
Mission Gestion des finances publiques		-515	-558
156	Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	-550	-550
218	Conduite et pilotage des politiques économique et financière	-10	-26
302	Facilitation et sécurisation des échanges (DGDDI)	45	18
Mission Transformation et fonction publiques		-7	-7
368	Conduite et pilotage de la transformation publique	-7	-7

